

Burundi : Nouvelle "chasse aux sorcières" au sein du parti présidentiel

@rib News, 13/03/2011 Le député Manassé Nzobonimpa vient d'être radié du parti présidentiel Cndd-Fdd sous l'accusation de « comportement indigne » pour avoir dénoncé l'existence d'un « groupe mafieux » au sein du pouvoir, a-t-on appris samedi sur place à Bubanza. Le commissaire à la discipline et aux relations du parti Cndd-Fdd avec les autres partis politiques M Evariste Nsabiyumva, lisant la déclaration devant les médias ce samedi à Bubanza a fait savoir que le « député Nzobonimpa est chassé du parti Cndd-Fdd pour comportement indigne ».

Lors de cette rencontre organisée dans la participation totale, M Evariste Nsabiyumva et le commissariat chargé des questions juridiques au sein du même parti ont déclaré que le député Nzobonimpa s'est mal comporté vis à vis du parti. Cependant, ils n'ont pas pu montrer réellement les vraies fautes de ce député, qui est parmi les rares fondateurs de ce parti qui restent politiquement actifs dans ce parti. Au total, 403 membres de ce parti sur les 413 attendus avaient répondu présents à ce rendez-vous. Parmi les personnalités présentes, les médias ont remarqué le président de la République et président du Conseil des Sages du parti, Pierre Nkurunziza. La présence du président de la République à cette réunion est venue renforcer l'idée que le chef de l'Etat a peur de toucher les grands dinosaures de son parti qui accusés d'avoir dilapidé les caisses de l'Etat. Au niveau de la société civile et de l'opposition c'est une déception pure et simple car il avait eu du courage de dénoncer ce que les autres ont peur de dénoncer. Le président de l'Association générale des journalistes du FORSC Pacifique Nininahazwe se montre inquiet par cette expulsion de Nzobonimpa de son parti. « C'est une déception pure et simple car il avait eu du courage de dénoncer ce que les autres ont peur de dénoncer », souligne Nininahazwe, avant d'être appuyé par le porte-parole de l'ADC-Ikibiri (opposition), Chovineau Mugwengezo qui a souligné que ceux qui dénoncent ce qui ne va pas s'exposent à la logique des sanctions du parti présidentiel.

Rappelons que le député Nzobonimpa avait dénoncé un groupe mafieux au sein du parti présidentiel, qui dilapide les deniers publics et impose la loi de la jungle au pays. Il avait, à titre d'exemple, cité le président du Cndd-Fdd, Jérémie Ngendakumana, les ministres Kibeya et Nizigama, ainsi que l'ombudsman burundais Rukara, d'avoir détourné une somme de plus de 15 milliards, soit 13 millions de dollars américains que l'Ouganda venait de rembourser au Burundi. Le président de l'Observatoire de Lutte Contre la Corruption et les Malversations Économiques, l'OLUCOME Gabriel Rutaganzwa avait, à son tour demandé un audit international pour faire de la lumière sur ce dossier. [JMM]